

Service public fédéral Emploi, Travail et
Concertation sociale

**DIRECTION GÉNÉRALE
RELATIONS COLLECTIVES DU
TRAVAIL**
Direction du Greffe



Federale overheidsdienst
Werkgelegenheid, Arbeid
en Sociaal Overleg
**ALGEMENE DIRECTIE
COLLECTIEVE
ARBEIDSBETREKKINGEN**
Directie van de Griffie

ERRATUM

**Sous-commission paritaire des carrières de
porphyre de la province de Hainaut et des
carrières de quartzite de la province du Brabant
wallon**

**CCT n° 128172/CO/102.03
du 19/06/2015**

Correction du texte en néerlandais :

- A l'article 4, la référence « artikel 4 » doit être remplacée par « artikel 3 ».

Décision du

ERRATUM

**Paritair Subcomité voor de porfiergroeven in
de provincie Henegouwen en de
kwartsietgroeven in de provincie Waals-
Brabant**

**CAO nr. 128172/CO/102.03
van 19/06/2015**

Verbetering van de Nederlandstalige tekst :

- In artikel 4, moet de referentie « artikel 4 » vervangen worden door « artikel 3 ».

Beslissing van

18 -09- 2015

Sous-commission paritaire des carrières de porphyre des provinces du Brabant wallon et de Hainaut et des carrières de quartzite de la province du Brabant wallon

Convention collective de travail du 19 juin 2015

Instauration d'un régime de chômage avec complément d'entreprise conventionnel à 58 ans

CHAPITRE Ier. Champ d'application

Article 1er. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs des entreprises ressortissant à la Sous-commission paritaire des carrières de porphyre des provinces du Brabant wallon et de Hainaut et des carrières de quartzite de la province du Brabant wallon

Par "travailleurs" on entend : les ouvriers et les ouvrières.

CHAPITRE II. Dispositions

Art. 2. La présente convention collective de travail est conclue en exécution de l'arrêté royal du 3 mai 2007 fixant le régime de chômage avec complément d'entreprise, tel que modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 30 décembre 2014, et des conventions collectives de travail n° 111 fixant, pour 2015 et 2016, les conditions d'octroi d'un complément d'entreprise dans le cadre du régime de chômage avec complément d'entreprise pour certains travailleurs âgés licenciés qui ont travaillé 20 ans dans un régime de travail de nuit, qui ont été occupés dans le cadre d'un métier lourd ou qui ont été occupés dans le secteur de la construction et sont en incapacité de travail, et n° 112 fixant, à titre interprofessionnel pour 2015 et 2016, l'âge à partir duquel un régime de chômage avec complément d'entreprise peut être octroyé à certains travailleurs âgés licenciés qui ont travaillé 20 ans dans un régime de travail de nuit, qui ont été occupés dans le cadre d'un métier lourd ou qui ont été occupés dans le secteur de la construction et sont en incapacité de travail, conclues le 27 avril 2015 par le conseil national du travail.

Art. 3. a) L'âge du régime de chômage avec complément d'entreprise des travailleurs qui peuvent se prévaloir de 33 ans de passé professionnel en tant que salarié, calculés conformément à la réglementation relative aux allocations de chômage, est fixé à 58 ans à partir du 1er janvier 2015.

b) Pour les modalités d'application de cette carrière professionnelle, l'assimilation des périodes de chômage complet est limitée à un maximum de 5 ans.

Art. 4. L'application des diverses dispositions prévues à l'article 3 de la présente convention collective de travail est cependant soumise aux conditions suivantes :

- a) le régime de chômage avec complément d'entreprise à 58 ans sera accordé pour autant que le travailleur puisse justifier d'un passé professionnel de 33 ans, périodes d'assimilation comprises, et avoir travaillé au moins 20 ans dans un régime de travail en équipes comportant des prestations de nuit tel que prévu à l'article 1er de la convention collective de travail numéro 46, conclue le 23 mars 1990 au sein du Conseil national du travail, rendue obligatoire par arrêté royal du 10 mai 1990;
- b) pour le travailleur entrant dans le régime de chômage avec complément d'entreprise à 58 ans dans les conditions reprises sous a), il sera octroyé une indemnité complémentaire jusqu'à l'âge de 65 ans. Cette indemnité est égale à 274,72 EUR/mois en cas de départ avant l'âge de 62 ans, et à 324,72 EUR/mois en cas de départ à partir de 62 ans accomplis ;
- c) le travailleur qui bénéficie d'un régime de chômage avec complément d'entreprise sera remplacé suivant les dispositions légales.

Dans tous les cas, ce montant est, individuellement, au moins égal à l'indemnité prévue par la convention collective de travail n° 17, conclue au sein du Conseil national du travail. Il s'entend brut, avant toute déduction sociale et/ou fiscale légale.

Art. 5. Une indemnité annuelle de 65 EUR net est également octroyée via le « Fonds de sécurité d'existence de l'industrie des carrières de porphyre de la province de Hainaut et des carrières de quartzite de la province du Brabant wallon ».

Art. 6. Le montant de l'indemnité complémentaire est lié à l'évolution de l'indice des prix à la consommation, suivant les modalités d'application en matière d'allocations de chômage, tel que prévu par la convention collective de travail n° 17, conclue au sein du Conseil national du travail.

Art. 7. En application des articles 4bis, 4ter et 4quater de la convention collective de travail n° 17, telle que modifiée par la convention collective de travail n° 17tricies du 19 décembre 2006, le droit au complément d'entreprise accordé aux travailleurs licenciés dans le cadre de la présente convention collective de travail est maintenu à charge du dernier employeur, lorsque ces travailleurs reprennent le travail comme salarié auprès d'un employeur autre que celui qui les a licenciés et n'appartenant pas à la même unité technique d'exploitation que l'employeur qui les a licenciés.

Le droit au complément d'entreprise accordé aux travailleurs licenciés dans le cadre de la présente convention collective de travail est également maintenu à charge du dernier employeur, en cas d'exercice d'une activité indépendante à titre principal à condition que cette activité ne soit pas exercée pour le compte de l'employeur qui les a licenciés ou pour le compte d'un employeur appartenant à la même unité technique d'exploitation que l'employeur qui les a licenciés.

Les travailleurs visés dans le présent article conservent le droit au complément d'entreprise une fois qu'il a été mis fin à leur occupation dans les liens d'un contrat de travail ou à l'exercice d'une activité indépendante à titre principal. Ils fournissent dans ce cas à leur dernier employeur (au sens du premier paragraphe du présent article) la preuve de leur droit aux allocations de chômage.

Dans le cas visé au paragraphe précédent, les travailleurs ne peuvent cumuler le bénéfice de deux ou plusieurs régimes de chômage avec complément d'entreprise. Quand ils se trouvent dans les conditions pour bénéficier de plusieurs régimes de chômage avec complément d'entreprise, ils conservent le bénéfice de celui accordé par l'employeur qui les a licenciés (au sens du premier paragraphe du présent article).

Pour les régimes de chômage avec complément d'entreprise, les cotisations sociales personnelles à déduire du salaire brut de référence servant à déterminer le montant du complément d'entreprise seront calculées sur le salaire à 100 p.c. au lieu de 108 p.c..

CHAPITRE III. *Validité*

Art. 8. La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1^{er} janvier 2015 et cesse de produire ses effets le 31 décembre 2016.

x

Subcomité voor de porfiergroeven in de provincies Waals-Brabant en Henegouwen en de kwartsietgroeven in de provincie Waals-Brabant

Collectieve arbeidsovereenkomst van 19 juni 2015

Invoering van een conventioneel stelsel van werkloosheid met bedrijfstoeslag op 58 jaar

HOOFDSTUK I. *Toepassingsgebied*

Artikel 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is toepasselijk op de werkgevers en op de werknemers van de ondernemingen die ressorteren onder het Subcomité voor de porfiergroeven in de provincies Waals-Brabant en Henegouwen en de kwartsietgroeven in de provincie Waals-Brabant.

Met "werknemers" worden de werklieden en werksters bedoeld.

HOOFDSTUK II. *Bepalingen*

Art. 2. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is gesloten in uitvoering van het koninklijk besluit van 3 mei 2007 tot regeling van het stelsel van werkloosheid met bedrijfstoeslag, zoals laatst gewijzigd door het koninklijk besluit van 30 december 2014, en van de door de nationale arbeidsraad op 27 april 2015 gesloten collectieve arbeidsovereenkomsten nr.111, tot vaststelling, voor 2015 en 2016, van de voorwaarden voor de toekenning van een bedrijfstoeslag in het kader van het stelsel van werkloosheid met bedrijfstoeslag voor sommige oudere werknemers die worden ontslagen en die 20 jaar hebben gewerkt in een regeling van nachtarbeid, die hebben gewerkt in een zwaar beroep of die hebben gewerkt in het bouwbedrijf en arbeidsongeschikt zijn, en nr. 112, tot vaststelling op interprofessioneel niveau, voor 2015 en 2016, van de leeftijd vanaf welke een stelsel van werkloosheid met bedrijfstoeslag kan worden toegekend aan sommige oudere werknemers die worden ontslagen en die 20 jaar hebben gewerkt in een regeling van nachtarbeid, die hebben gewerkt in een zwaar beroep of die hebben gewerkt in het bouwbedrijf en arbeidsongeschikt zijn.

Art. 3. a) De leeftijd van de regeling van werkloosheid met bedrijfstoeslag van de werknemers die 33 jaar beroepsverleden als loontrekkende kunnen rechtvaardigen, berekend overeenkomstig de reglementering betreffende de werkloosheidsuitkeringen, wordt op 58 jaar gebracht vanaf 1 januari 2015.

b) Voor de toepassingsmodaliteiten van het beroepsverleden, wordt de gelijkstelling voor de dagen van volledige werkloosheid met een maximum van vijf jaar beperkt.

Art. 4. Voor de toepassing van de verschillende bepalingen voorzien in artikel 3 van deze collectieve arbeidsovereenkomst gelden evenwel volgende regelingen :

- a) de regeling van werkloosheid met bedrijfstoelage op 58 jaar zal toegestaan worden voor zover de werknemer een beroepsverleden als loontrekkende van 33 jaar, gelijkstellingsperiodes inbegrepen, kan getuigen en op het einde van de overeenkomst tenminste 20 jaar ploegenarbeid met nachtarbeid kan bewijzen, zoals bepaald in artikel 1 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 46 gesloten op 23 maart 1990 in de Nationale Arbeidsraad, algemeen verbindend verklaard op 10 mei 1990;
- b) voor de werknemer die in de regeling van werkloosheid met bedrijfstoelage op 58 jaar treedt onder de voorwaarden bepaald onder a), wordt een aanvullende vergoeding toegekend tot de leeftijd van 65 jaar. Deze vergoeding is gelijk aan 274,72 EUR/maand in geval van vertrek voor de leeftijd van 62 jaar, en aan 324,72 EUR/maand in geval van vertrek vanaf 62 afgelopen jaar;
- c) de werknemer die de regeling van werkloosheid met bedrijfstoelage geniet zal volgens de wettelijke bepalingen vervangen worden.

In elk geval, is dit bedrag, individueel, tenminste gelijk aan de vergoeding voorzien door de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17, gesloten in de Nationale Arbeidsraad. Het is een brutobedrag, vóór sociale en/of fiscale afhoudingen.

Art. 5. Een jaarlijkse vergoeding van 65 EUR netto is ook toegekend via het "Fonds voor bestaanszekerheid voor het bedrijf der porfiergroeven in de provincie Henegouwen en de kwartsietgroeven in de provincie Waals-Brabant".

Art. 6. Het bedrag van de aanvullende vergoeding wordt gekoppeld aan de evolutie van het indexcijfer van de consumptieprijzen, volgens de toepassingsmodaliteiten inzake de werkloosheidsuitkeringen, zoals is bepaald door de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17, gesloten in de Nationale Arbeidsraad.

Art. 7. Met toepassing van de artikelen 4bis, 4ter en 4quater van collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17, zoals gewijzigd door collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17tricies van 19 december 2006, wordt het recht op de bedrijfstoelage, toegekend aan de werknemers die ontslagen werden in het kader van deze collectieve arbeidsovereenkomst, behouden ten laste van de vorige werkgever, wanneer deze werknemers het werk als loontrekkende hervatten bij een andere werkgever dan die welke hen ontslagen heeft en die niet behoort tot dezelfde technische bedrijfseenheid als de werkgever die hen ontslagen heeft.

Het recht op de bedrijfstoelage toegekend aan de werknemers die ontslagen zijn in het kader van deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt eveneens behouden ten laste van de vorige werkgever in geval van uitoefening van een zelfstandige hoofdactiviteit, op voorwaarde dat deze activiteit niet uitgeoefend wordt

voor rekening van de werkgever die hen ontslagen heeft of voor rekening van een werkgever die behoort tot dezelfde technische bedrijfseenheid als de werkgever die hen ontslagen heeft.

De werknemers beoogd in dit artikel behouden het recht op de bedrijfstoelage zodra een einde werd gemaakt aan hun tewerkstelling in het kader van een arbeidsovereenkomst of aan de uitoefening van een zelfstandige hoofdactiviteit. Zij leveren in dit geval aan hun vorige werkgever (in de zin van de eerste paragraaf van dit artikel) het bewijs van hun recht op werkloosheidsuitkeringen.

In het geval beoogd in de vorige paragraaf mogen werknemers geen twee of meer regelingen van werkloosheid met bedrijfstoelage cumuleren. Wanneer zij zich in de omstandigheden bevinden om verscheidene regelingen van werkloosheid met bedrijfstoelage te genieten, behouden zij het recht op de regeling dat toegekend werd door de werkgever die hen ontslagen heeft (in de zin van de eerste paragraaf van dit artikel).

Voor de regelingen van werkloosheid met bedrijfstoelage worden de persoonlijke sociale bijdragen die moeten worden ingehouden op het bruto referentieloon dat dient om het bedrag te bepalen van de bedrijfstoelage in plaats van op 108 pct. op basis van 100 pct. van het loon berekend.

HOOFDSTUK III. *Geldigheid*

Art. 8. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2015 en houdt op van kracht te zijn op 31 december 2016.